

## La présidence de l'Union Européenne

Depuis le 1er juillet 2009, et jusqu'au 31 décembre, la présidence du Conseil de l'Union européenne est assurée par la Suède. Elle succède à la République tchèque et précède l'Espagne.

La réputation des Suédois n'est plus à faire en matière de gestion des affaires européennes. En 2001, pour sa première présidence de l'Union, ce pays nordique avait réussi un parcours sans faute tant sur le fond que sur la forme.

L'environnement, l'élargissement et l'emploi étaient à l'honneur et c'est sûrement l'action déterminée de Stockholm qui avait permis d'avancer sur les problématiques écologiques. Durant les six prochains mois, le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt présidera le Conseil de l'Union européenne et le Conseil européen.



La Suède sera représentée par son Premier ministre, Fredrik Reinfeldt.

### Les enjeux

Le programme et les priorités de la présidence du Conseil de l'UE sont définis par période de 18 mois. De janvier 2009 à juin 2010, la présidence du Conseil a donc été organisée en coopération par la République tchèque, la Suède et l'Espagne. Cette présidence, la seconde pour la Suède, intervient au moment de changements institutionnels importants. Les travaux de l'automne (les deux mois d'été étant marqués par une inactivité quasi-totale à Bruxelles) seront fonction de la situation institutionnelle, qui est particulière.

Suite aux élections du mois de juin, un nouveau Parlement européen est en train de se former et une nouvelle Commission va être désignée. Si le Traité de Lisbonne est ratifié par tous les Etats membres, les bases du travail de l'UE s'en trouveront modifiées.

Stockholm devra donc mener à bien la ratification du traité de Lisbonne, que l'Irlande pourrait adopter en octobre par référendum, et qui doit encore être signé par les présidents tchèque et polonais. Dans un contexte économique encore très tendu, elle devra également continuer les travaux menés par les Etats membres et la Commission européenne pour sortir l'Europe de la crise financière. Enfin, la présidence s'achèvera sur le Sommet de Copenhague sur le changement climatique : rallier l'Europe et les différents pays sur une position commune en vue d'un accord ambitieux, telle est alors la mission de la Présidence suédoise.

### Les priorités de la Présidence suédoise

#### Sortir de la crise



Tout comme les présidences française et tchèque de l'Union, la présidence suédoise s'efforcera de gérer les conséquences de la crise économique qui touche l'ensemble de l'Europe. Il s'agit même, pour Stockholm, que l'UE sorte "renforcée" de la crise économique, en créant des solutions à long terme pour une croissance durable, pour l'emploi et pour des marchés ouverts.

En particulier, Stockholm tentera de parvenir à un accord sur la mise en place d'une nouvelle structure de surveillance financière, ainsi qu'à une position européenne commune lors du G20 prévu à l'automne.

#### Préparer le Sommet de Copenhague



Afin de parvenir à un nouvel accord sur le climat lors de la Conférence internationale de Copenhague, Stockholm devra auparavant faire en sorte que les 27 adoptent une position commune et continuer les discussions avec les grands pays industrialisés (Etats-Unis, Russie, Chine, Inde, Brésil).

#### Continuer l'élargissement



Bien que l'Union européenne n'ait pas prévu d'accueillir de nouveaux membres d'ici 2010, la présidence suédoise souhaite avancer dans les discussions auprès des pays candidats et des candidats potentiels.



Conformément aux propositions formulées par la Commission européenne au début du mois de juin, une stratégie spécifique pour la mer Baltique pourrait être adoptée lors du Conseil européen d'octobre.

### Adopter le programme de Stockholm sur la justice et les affaires intérieures



En termes de liberté, de sécurité et de justice (anciennement Justice et affaires intérieures - JAI), la Suède s'est fixée comme objectif l'adoption d'un nouveau programme de travail intitulé le "Programme de Stockholm". Celui-ci devra fixer le cadre et les orientations de la politique européenne pour la période 2010-2014, en ce qui concerne les questions policières, frontalières et douanières, la justice, ainsi que la politique d'asile, de migration et de visa.

### Renforcer la coopération internationale et l'action extérieure de l'Union



L'action extérieure de l'Union sera, selon la présidence suédoise, marquée par les principes de paix, de développement, de démocratie et de droits de l'homme.

La présidence accordera en outre la priorité aux négociations commerciales, avec la conclusion du Cycle de Doha et l'évolution du commerce international vers plus de libre-échange. Les négociations relatives aux accords de libre-échange avec la Corée du Sud, l'Inde, l'Ukraine, le Conseil de coopération du Golfe, la Communauté andine de Nations et l'Amérique centrale pourraient être achevées au cours de ces six mois.

### Maison de l'Europe de la Grande Thiérache - Centre d'information EUROPE DIRECT

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30

Courriel : eurothierache1@aliceadsl.fr

Responsable de la rédaction : Stéphane LIBERT (I.P.N.S.)

# L'ACTUALITE

## Dernières minutes...

**La Suède, modèle pour l'Europe ?** : aujourd'hui, la nouvelle présidence de l'UE revient à la Suède pour 6 mois. Chômage et Environnement seront les chantiers majeurs. Le modèle suédois peut-il avoir de l'influence ? Premier constat, les Suédois sont écolos et cela tombe bien car la question environnementale est un enjeu essentiel de la nouvelle présidence européenne. La Suède est une nation sportive et ses habitants ont intégré depuis longtemps d'autres modes de transports, vélo en tête. Le Pays est encore le premier au monde à avoir baissé de 20% le nombre de ses fumeurs. On cite encore la Suède pour sa politique éducative, pour sa lutte contre les discriminations, pour son équilibre entre vie professionnelle et familiale ou encore pour le respect de la parité hommes-femmes. Mais la Suède n'échappe pas à la crise et les licenciements vont au même rythme que dans les autres Etats membres de l'UE. Le chômage, l'emploi sont aussi un enjeu essentiel de cette présidence.



**L'Europe frappe fort contre GDF Suez et EON** : La Commission européenne, défenseur acharné de la libéralisation des marchés européens de l'énergie, a frappé fort en infligeant une des plus grosses amendes pour cartel à GDF Suez et à EON (numéro 1 allemand de l'énergie) : 1,1 milliard d'euros. Les 2 groupes ont immédiatement annoncé leur intention de faire appel. En 1975, GDF et EON avaient décidé de construire ensemble un gazoduc à travers l'Allemagne pour importer du gaz russe en Allemagne et en France. Selon la Commission, les 2 entreprises s'étaient mises d'accord pour ne pas vendre le gaz acheminé sur le marché national de l'autre partie. « Les entreprises ont donc délibérément privé les consommateurs des avantages apportés par la directive européenne de 1998, à savoir une concurrence accrue au niveau des prix et un choix plus vaste de fournisseurs » a indiqué la Commission européenne.



Commission européenne

